

Les Aliments Maple Leaf communique ses résultats financiers du deuxième trimestre de 2024

TSX : MFI

www.mapleleaffoods.com

Maple Leaf constate une croissance de 37 % du BAIIA ajusté sur douze mois, qui s'établit à 141 millions de dollars

La société est en voie de respecter ses priorités pour 2024 et de réaliser la scission transformatrice de ses activités dans le secteur du porc

MISSISSAUGA, ON, le 8 août 2024 /CNW/ - Les Aliments Maple Leaf Inc. (« Les Aliments Maple Leaf » ou la « société ») (TSX: MFI) a communiqué aujourd'hui ses résultats financiers pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2024.



« Au deuxième trimestre de 2024, nous avons réalisé d'excellents progrès dans l'exécution de notre stratégie, affichant un BAIIA ajusté de 141 millions de dollars, une croissance de 37 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent et une marge du BAIIA ajusté de 11,2 %, soit une amélioration de 310 points de base d'une année à l'autre, a déclaré Curtis Frank, président et chef de la direction des Aliments Maple Leaf. Plusieurs éléments clés ont contribué à notre rendement, notamment la croissance des ventes de 3,2 % sur douze mois dans notre secteur des viandes préparées, l'amélioration des conditions du marché du porc, la croissance de notre portefeuille dans le secteur de la production durable de viande, une meilleure combinaison globale des ventes et les contributions de nos grands projets d'immobilisations.

Nous demeurons concentrés sur l'exécution de nos priorités pour 2024, et nous ne détournons pas notre attention des objectifs à long terme que nous nous sommes fixés, a poursuivi M. Frank. Nous tirons profit de notre installation avicole de London et du Bacon Centre of Excellence, ce qui fait baisser les coûts de l'entreprise, réduit l'endettement de notre bilan et mise sur la capacité éprouvée de notre équipe à faire preuve d'agilité dans un contexte difficile sur le plan de la demande des consommateurs.

Pour l'avenir, nous sommes sur la bonne voie pour libérer le potentiel de notre entreprise en nous séparant en deux sociétés ouvertes indépendantes, chacune étant prête pour la croissance et positionnée comme un leader dans son domaine, a déclaré M. Frank. Je suis convaincu que ces deux entreprises, Les Aliments Maple Leaf et la nouvelle entreprise de viande de porc, libéreront la valeur de leurs organisations respectives au profit de toutes les parties prenantes, avec des équipes de gestion dévouées et l'indépendance financière nécessaire pour poursuivre leurs propres stratégies de création de valeur. Il s'agira de la prochaine étape importante dans l'exécution de la stratégie de Les Aliments Maple Leaf. »

Faits saillants du deuxième trimestre 2024

- Le bénéfice ajusté avant intérêts, impôts, amortissement (BAIIA)⁽ⁱ⁾ est passé à 141 millions de dollars, soit une augmentation de 37 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, la marge du BAIIA ajusté passant de 8,1 % à 11,2 % pour la même période.
- Les ventes du deuxième trimestre se sont élevées à 1 261 millions de dollars, comparativement à 1 266 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les ventes de l'unité d'exploitation des aliments préparés ont augmenté d'environ 1 %. Au sein de l'unité des aliments préparés, les ventes du secteur des viandes préparées ont affiché une hausse de

3,2 %, ce qui a été partiellement annulé par des baisses de 3,9 % et de 2,5 % respectivement des ventes dans les secteurs de la volaille et des protéines végétales, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les ventes de l'unité d'exploitation du porc ont diminué de 4,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

- La perte nette au deuxième trimestre de 2024 s'est chiffrée à 26 millions de dollars (perte de 0,21 \$ par action de base), comparativement à une perte nette de 54 millions de dollars (perte de 0,44 \$ par action de base) à l'exercice précédent.
- Au deuxième trimestre de 2024, les dépenses en immobilisations se sont chiffrées à 16 millions de dollars, comparativement à 53 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'objectif de gestion rigoureuse du capital de la société et reflète l'achèvement de ses grands projets d'immobilisations.
- La dette nette⁽ⁱ⁾ était de 1 723 millions de dollars, alors que le coefficient dette nette BAIIA ajusté des quatre derniers trimestres s'est établi à 3,4 fois, soit une amélioration par rapport à 3,7 fois à la fin du premier trimestre.
- Les flux de trésorerie disponibles⁽ⁱ⁾ se sont améliorés et s'établissent à 27 millions de dollars, une augmentation de 103 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Libérer de la valeur grâce à la création de deux sociétés ouvertes indépendantes

- Le 9 juillet 2024, Les Aliments Maple Leaf a annoncé son intention de se séparer en deux sociétés ouvertes indépendantes en procédant à la scission de ses activités du secteur du porc. La société s'attend à ce que cette transaction soit conclue en 2025. Vous trouverez dans le présent communiqué une mise à jour des estimations préliminaires fournies précédemment par la direction concernant la taille relative des deux entreprises qui tient compte de la période des douze derniers mois close le 30 juin 2024, dans la section intitulée *Estimations de la direction sur la scission des activités dans le secteur du porc et les mesures non conformes aux IFRS connexes*.

Perspectives

- Prévisions de la société pour l'ensemble de l'exercice 2024 :
 - Croissance faible à un chiffre des revenus.
 - Augmentation de la marge du BAIIA ajusté par rapport à 2023
 - Production accrue des flux de trésorerie disponibles et réduction de l'endettement du bilan
 - Les dépenses totales en immobilisations de cette année devraient se situer dans une fourchette de 120 à 140 millions de dollars, principalement consacrés aux investissements dans l'entretien et à l'optimisation du réseau existant.

⁽ⁱ⁾ Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué.

Faits saillants financiers

Mesure ⁽ⁱ⁾ (non audité)	Pour le trimestre clos le 30 juin			Pour le semestre clos le 30 juin		
	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation
Ventes ⁽ⁱⁱ⁾	1 260,9 \$	1 265,8 \$	(0,4) %	2 414,1 \$	2 436,9 \$	(0,9) %
Résultat net	(26,2) \$	(53,7) \$	51,2 %	25,4 \$	(111,4) \$	n.s. ^(iv)
Bénéfice (perte) de base par action	(0,21) \$	(0,44) \$	52,3 %	0,21 \$	(0,92) \$	n.s. ^(iv)
Résultat d'exploitation ajusté ⁽ⁱⁱⁱ⁾	78,1 \$	45,9 \$	70,3 %	131,1 \$	65,2 \$	101,1 %
Résultat ajusté par action ⁽ⁱⁱⁱ⁾	0,18 \$	0,00 \$	n.s. ^(iv)	0,22 \$	(0,12) \$	n.s. ^(iv)
BAIIA ajusté ⁽ⁱⁱⁱ⁾	140,9 \$	103,1 \$	36,7 %	257,3 \$	178,4 \$	44,2 %
BAIIA ajusté ⁽ⁱⁱⁱ⁾	34,4 \$	6,7 \$	413,4 %	44,8 \$	(7,3) \$	n.s. ^(iv)
Flux de trésorerie disponibles ⁽ⁱⁱⁱ⁾	27,0 \$	(76,3) \$	n.s. ^(iv)	100,7 \$	(64,0) \$	n.s. ^(iv)
Dette nette ⁽ⁱⁱⁱ⁾				(1 723,1) \$	(1 807,4) \$	4,7 %

⁽ⁱ⁾ Toutes les mesures financières sont exprimées en millions de dollars, sauf le résultat de base et le résultat ajusté par action

⁽ⁱⁱ⁾ Les montants trimestriels pour 2023 ont été retraités afin d'éliminer les nouvelles ententes de vente conclues au cours de l'exercice qui contenaient une attente de rachat, montants qui ont été constatés précédemment à titre de ventes externes.

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué.

^(iv) Non significatif.

Les ventes pour le deuxième trimestre de 2024 se sont élevées à 1 260,9 millions de dollars, comparativement à 1 265,8 millions de dollars au dernier exercice, soit une baisse de 0,4 %. Les ventes de l'unité d'exploitation des aliments préparés ont augmenté de 1,0 %. Au sein de l'unité des aliments préparés, le secteur des viandes préparées a affiché une hausse de 3,2 % de ses ventes, ce qui a été partiellement annulé par des baisses de 3,9 % et de 2,5 % respectivement des ventes dans les secteurs de la volaille et des protéines végétales, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les ventes de l'unité d'exploitation du porc ont diminué de 4,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

En cumul annuel pour 2024, les ventes se sont élevées à 2 414,1 millions de dollars, comparativement à 2 436,9 millions de dollars au dernier exercice, soit une augmentation de 0,9 %. Les ventes de l'unité des aliments préparés ont augmenté légèrement de 0,4 %, avec une augmentation de 3,0 % dans le secteur des viandes préparées, en grande partie annulée par des baisses de 5,5 % et de 4,1 % respectivement des ventes dans les secteurs de la volaille et des protéines végétales. Les ventes au sein de l'unité d'exploitation de porc ont diminué de 4,4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Grâce à l'amélioration des marchés du porc, à la réduction des frais de démarrage dans les nouvelles installations et à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, qui ont toutes été en partie compensées par l'augmentation des frais de vente, généraux et administratifs (« frais généraux et d'administration »), la valeur de marché non réalisée des actifs biologiques et des instruments dérivés, et la hausse de

la charge d'intérêts, la perte pour le deuxième trimestre de 2024 de 26,2 millions de dollars (perte de 0,21 \$ par action de base) s'est améliorée par rapport à une perte de 53,7 millions de dollars (perte de 0,44 \$ par action de base) à l'exercice précédent.

En cumul annuel pour 2024, le bénéfice s'est chiffré à 25,4 millions de dollars (0,21 \$ par action de base), comparativement à une perte de 111,4 millions de dollars (0,92 \$ par action de base) à l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable à l'amélioration des marchés du porc, à la réduction des coûts de démarrage dans les nouvelles installations et à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, à la valeur de marché non réalisée des actifs biologiques et des dérivés qui sont présentés hors résultat d'exploitation ajusté, et à la baisse des coûts de restructuration. Le tout a été partiellement annulé par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives, des charges d'intérêt et de l'impôt sur le résultat.

Le résultat d'exploitation ajusté pour le deuxième trimestre de 2024 a été de 78,1 millions de dollars, comparativement à 45,9 millions de dollars au dernier exercice. En ce qui concerne le résultat ajusté par action, il s'est établi à 0,18 \$ pour le deuxième trimestre de 2024, par rapport à 0,00 \$ à l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable à l'amélioration des conditions du marché du porc et de l'efficacité opérationnelle, annulée partiellement par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives.

En cumul annuel en 2024, le résultat d'exploitation ajusté s'est établi à 131,1 millions de dollars, comparativement à 65,2 millions de dollars à l'exercice précédent. Le résultat ajusté par action de 2024 s'est établi à 0,22 \$, comparativement à une perte de 0,12 \$ à l'exercice précédent, en raison de facteurs semblables à ceux qui ont été énumérés ci-dessus pour le deuxième trimestre.

Le bénéfice avant impôts ajusté du deuxième trimestre de 2024 s'est élevé à 34,4 millions de dollars comparativement à 6,7 millions de dollars à l'exercice précédent. Le bénéfice avant impôts ajusté a profité de l'amélioration des conditions du marché du porc et l'efficacité opérationnelle, partiellement contrebalancée par la charge d'intérêts en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la hausse des frais de vente et des charges générales et administratives.

En cumul annuel, le bénéfice avant impôts ajusté de 2024 s'établit à 44,8 millions de dollars comparativement à une perte de 7,3 millions de dollars à l'exercice précédent en raison de facteurs semblables à ceux mentionnés ci-dessus.

Les flux de trésorerie disponibles pour le deuxième trimestre de 2024 se sont chiffrés à 27,0 millions de dollars, comparativement à des flux de trésorerie disponibles négatifs de 76,3 millions de dollars à l'exercice précédent. La progression est attribuable à l'amélioration des résultats après le retrait des éléments hors caisse, aux remboursements d'impôt sur les résultats, à la diminution des paiements de restructuration et à la réduction des investissements dans le fonds de roulement, combinés à la baisse de l'investissement dans l'entretien.

En cumul annuel, les flux de trésorerie disponibles de 2024 se sont établis à 100,7 millions de dollars, comparativement à des flux de trésorerie disponibles négatifs de 64,0 millions de dollars à l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles ont considérablement augmenté en raison des facteurs susmentionnés pour le deuxième trimestre.

La dette nette au 30 juin 2024 était de 1 723,1 millions de dollars, soit une diminution de 84,3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Pour de plus amples renseignements sur les mesures et les résultats opérationnels clés, consultez la rubrique intitulée Secteurs d'exploitation.

Remarque : Plusieurs éléments sont exclus de l'analyse du résultat sous-jacent, puisqu'ils ne sont pas représentatifs des activités d'exploitation courantes de la société. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » à la fin du présent communiqué pour obtenir la description et le rapprochement de toutes les mesures financières non conformes aux IFRS.

Secteurs d'exploitation

Au cours du T1 2024, la société a annoncé une mise à jour de son plan stratégique qui prend en considération les progrès réalisés vers l'atteinte de son objectif et de sa vision et établit la feuille de route pour le prochain chapitre sur la façon dont les Aliments Maple Leaf a l'intention d'atteindre ces objectifs.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces objectifs, la société a regroupé ses activités dans les domaines des protéines animales et végétales sous une même organisation et a harmonisé sa structure organisationnelle afin de mettre l'accent sur le potentiel de croissance dans les marchés clés et de stimuler l'efficacité opérationnelle. Par conséquent, au premier trimestre de 2024, Les Aliments Maple Leaf a commencé à présenter ses résultats d'affaires et d'exploitation en tant qu'entreprise consolidée de produits protéinés, et a mis à jour son objectif pour la marge du BAIIA ajusté de 14 % à 16 % pour inclure les protéines végétales.

En tant qu'entreprise consolidée de produits protéinés, Maple Leaf compte deux unités d'exploitation : Les aliments préparés et le porc, qui représentent en moyenne environ 75 % et 25 % des revenus totaux de la société, respectivement. Les aliments préparés combinent les activités des viandes préparées, des protéines végétales et de la volaille, qui représentent en moyenne environ 50 %, 5 % et 20 % des revenus totaux de la société, respectivement.

Le tableau ci-dessous présente le résumé des ventes, du profit brut, des frais de vente et charges générales et administratives, du résultat d'exploitation ajusté, du BAIIA ajusté, de la marge du BAIIA ajusté et du bénéfice avant impôts ajusté pour les trimestres et semestres clos le 30 juin 2024 et le 30 juin 2023.

(en millions de dollars, sauf indication contraire) (non audité)	Trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Ventes⁽¹⁾	1 260,9 \$	1 265,8 \$	2 414,1 \$	2 436,9 \$
Profit brut (perte)	131,2 \$	93,6 \$	357,5 \$	170,0 \$

Frais de vente et charges générales et administratives	116,6 \$	106,2 \$	226,7 \$	208,9 \$
Résultat d'exploitation ajusté⁽ⁱⁱ⁾	78,1 \$	45,9 \$	131,1 \$	65,2 \$
BAIIA ajusté⁽ⁱⁱ⁾	140,9 \$	103,1 \$	257,3 \$	178,4 \$
Marge du BAIIA ajusté⁽ⁱⁱ⁾	11,2 %	8,1 %	10,7 %	7,3 %
Bénéfice avant impôts ajusté⁽ⁱ⁾	34,4 \$	6,7 \$	44,8 \$	(7,3) \$

(i) Les montants trimestriels pour 2023 ont été retraités afin d'éliminer les nouvelles ententes de vente conclues au cours de l'exercice qui contenaient une attente de rachat, montants qui ont été constatés précédemment à titre de ventes externes.

(ii) Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué.

Les ventes du deuxième trimestre ont diminué de 0,4 % pour s'établir à 1 260,9 millions de dollars comparativement à 1 265,8 millions de dollars à l'exercice précédent. Les ventes de l'unité d'exploitation des aliments préparés ont augmenté d'environ 1,0 %, la hausse de 3,2 % des ventes dans le secteur des viandes préparées a été toutefois annulée par une baisse de 3,9 % dans le secteur de la volaille et de 2,5 % dans celui des protéines végétales. Les ventes de l'unité d'exploitation du porc ont diminué de 4,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le changement favorable de la composition des produits et les volumes des services alimentaires sont à l'origine de l'augmentation des ventes de viandes préparées, tandis que les baisses de volume dans le secteur de la volaille fraîche sont le fait de la diminution des ventes aux canaux industriels, le rapatriement du volume vers l'installation avicole de London ayant été partiellement annulé par la composition et la croissance dans le secteur de la vente au détail. Les ventes de protéines végétales ont continué de diminuer, conformément à la situation qui prévaut dans l'ensemble du marché des protéines végétales. Les ventes de porc ont diminué en raison de la baisse des volumes d'achat pour la vente et de l'incidence négative du taux de change.

En cumul annuel pour 2024, les ventes ont diminué de 0,9 % pour s'établir à 2 414,1 millions de dollars, comparativement à 2 436,9 millions de dollars, à l'exercice précédent. La baisse des ventes est attribuable à des facteurs similaires à ceux mentionnés ci-dessus et à une réduction des achats de porc destiné à la transformation au premier trimestre de 2024.

Le profit brut du deuxième trimestre a augmenté, s'établissant à 131,2 millions de dollars (marge brute de 10,4 %) comparativement à 93,6 millions de dollars (marge brute de 7,4 %) à l'exercice précédent. La hausse du profit brut est attribuable à l'amélioration des conditions du marché du porc, à la réduction des coûts de démarrage à l'usine avicole de London et au Bacon Center of Excellence, et à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle dans l'ensemble du réseau. Tous ces facteurs ont été partiellement neutralisés par les ajustements à la valeur de marché non réalisés des actifs biologiques, attribuables aux changements dans les marchés de la nourriture pour animaux et du porc.

Le profit brut en cumul annuel pour 2024 est de 357,5 millions de dollars (marge brute de 14,8 %) comparativement à 170,0 millions de dollars (marge brute de 7,0 %) à l'exercice précédent. La hausse du profit brut est attribuable à l'amélioration des conditions du marché du porc, à la réduction des coûts de démarrage à l'usine avicole de London et au Bacon Center of Excellence, à l'efficacité opérationnelle et aux gains non réalisés sur la valeur de marché des actifs biologiques attribuables aux changements survenus dans les marchés de la nourriture pour animaux et du porc.

Au deuxième trimestre, les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 116,6 millions de dollars, comparativement à 106,2 millions de dollars à l'exercice précédent. L'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives est principalement attribuable à la hausse de la charge de rémunération variable et des honoraires de consultation.

En cumul annuel pour 2024, les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 226,7 millions de dollars, comparativement à 208,9 millions de dollars à l'exercice précédent. L'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives est le fait des facteurs susmentionnés.

Le résultat d'exploitation ajusté du deuxième trimestre s'est établi à 78,1 millions de dollars, comparativement à 45,9 millions de dollars à l'exercice précédent, en raison principalement des facteurs susmentionnés liés au profit brut et aux frais de vente et charges générales et administratives, et à l'exclusion de l'incidence des ajustements à la valeur de marché non réalisés et des coûts de démarrage, qui sont exclus du calcul du résultat d'exploitation ajusté.

En cumul annuel, pour 2024, le résultat d'exploitation ajusté se chiffre à 131,1 millions de dollars, comparativement à 65,2 millions de dollars à l'exercice précédent, dans la tendance des facteurs susmentionnés.

Le BAIIA ajusté pour le deuxième trimestre s'est établi à 140,9 millions de dollars, comparativement à 103,1 millions de dollars à l'exercice précédent, dans la tendance des facteurs susmentionnés et en excluant l'incidence des ajustements à la valeur de marché non réalisés et des coûts de démarrage. Pour le deuxième trimestre de 2024, la marge du BAIIA ajusté était de 11,2 %, comparativement à 8,1 % à l'exercice précédent, également dans la tendance des facteurs susmentionnés.

En cumul annuel, pour 2024, le BAIIA ajusté se chiffre à 257,3 millions de dollars, comparativement à 178,4 millions de dollars à l'exercice précédent, dans la tendance des facteurs susmentionnés. En cumul annuel, pour 2024, la marge du BAIIA ajusté était de 10,7 %, comparativement à 7,3 % à l'exercice précédent, également dans la tendance des facteurs susmentionnés.

Le bénéfice avant impôts ajusté du deuxième trimestre s'est établi à 34,4 millions de dollars, comparativement à 6,7 millions de dollars à l'exercice précédent, dans la tendance des facteurs susmentionnés, annulé partiellement par une augmentation de 6,1 millions de dollars de la charge d'intérêts en raison de la hausse des taux d'intérêt et excluant également l'incidence des ajustements à la valeur de marché non réalisés et des coûts de démarrage.

En cumul annuel, le bénéfice avant impôts ajusté s'est élevé à 44,8 millions de dollars comparativement à une perte de 7,3 millions de dollars à l'exercice précédent, dans la tendance des facteurs susmentionnés, et en raison de l'augmentation de 16,6 millions de dollars de la charge d'intérêts en raison de la hausse des taux d'intérêt et des niveaux d'endettement.

Autres considérations

Le 7 août 2024, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,22 \$ par action, soit 0,88 \$ par action sur une base annuelle, payable le 27 septembre 2024, aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 6 septembre 2024. Sauf indication contraire de la société au plus tard à la date de paiement du dividende, le dividende sera considéré comme admissible au crédit d'impôt pour dividendes amélioré. Le conseil d'administration a également approuvé l'émission d'actions ordinaires en capital à escompte de 2 % dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes de la société. En vertu du régime de réinvestissement de dividendes, les investisseurs qui détiennent des actions ordinaires de la société peuvent recevoir des actions ordinaires plutôt que des dividendes en espèces. De plus amples renseignements, notamment sur la façon de s'inscrire au programme, sont disponibles à l'adresse www.mapleleaffoods.com/fr/investisseurs/information-sur-les-actions.

Conférence téléphonique

Une conférence téléphonique aura lieu à 09:00, HE, le 8 août 2024, afin de passer en revue les résultats financiers du deuxième trimestre de Les Aliments Maple Leaf. Pour y participer, veuillez composer le 289 819-1350 ou le 1 800 836-8184. Les personnes qui ne peuvent participer à la conférence pourront écouter un enregistrement qui sera disponible une heure après l'événement au 289 819-1450 ou au 1 888 660-6345, code d'accès : 01201 #).

Une webdiffusion de la conférence téléphonique du deuxième trimestre sera également disponible à : <https://www.mapleleaffoods.com/investors/events-and-presentations/>

Il est possible de consulter la version intégrale des états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités (« états financiers intermédiaires consolidés ») et du rapport de gestion connexe de la société sur son site Web et sur SEDAR+ à www.sedarplus.ca

Un document à l'intention des investisseurs sur les résultats financiers de la société pour le deuxième trimestre peut être consulté en ligne à l'adresse www.mapleleaffoods.com/fr/, sous Information financière à la page Investisseurs.

Perspectives

Les Aliments Maple Leaf est une société chef de file de protéines de consommation soutenue par un puissant portefeuille de marques, et une figure de proue en matière de durabilité et de sécurité alimentaire. Le plan stratégique de la société définit la façon dont elle fera progresser sa vision d'être la société ayant les pratiques de production de protéines les plus durables au monde tout en réalisant ses objectifs commerciaux et financiers.

La société reconnaît que les facteurs macroéconomiques et les conflits mondiaux continuent de définir le contexte opérationnel actuel et sont à l'origine de la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation, des tensions sur la chaîne d'approvisionnement et des pressions exercées sur les marchés de l'agriculture, des produits de base et du change. Par conséquent, les consommateurs et les entreprises adaptent leurs comportements, ce qui a une incidence sur la demande et des offres de produits. La société tire parti d'informations fondées sur les données pour rester à l'affût de cette dynamique, et elle a confiance dans la résilience de ses marques, de son modèle d'affaires et de sa stratégie pour évoluer dans les conditions économiques actuelles.

Plus tôt cette année, Les Aliments Maple Leaf a actualisé son plan stratégique et a annoncé le remaniement de sa structure organisationnelle pour soutenir sa nouvelle orientation stratégique; elle a regroupé sous une même organisation ses activités dans les domaines des protéines animales et des protéines végétales et mis l'accent sur une orientation claire et cohérente visant à stimuler une croissance rentable au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale pour l'ensemble de son portefeuille.

Dans cette optique, la société s'attend à atteindre sa cible de 14 % à 16 % pour la marge du BAIIA ajusté consolidé global dans des conditions normales de marché. Avant le présent exercice, l'objectif pour la marge du BAIIA ajusté s'appliquait à l'ancien secteur des protéines animales, mais s'applique désormais sur la base des produits protéinés regroupés.

Prévisions de la société pour l'ensemble de l'exercice 2024 :

- Croissance faible à un chiffre des revenus.
- Augmentation de la marge du BAIIA ajusté à partir de 2023, soutenue par :
 - la croissance rentable de son principal portefeuille de marques de produits protéinés;
 - le rendement des investissements dans l'usine avicole de London et le Bacon Centre of Excellence;
 - la position de chef de file de la société dans le secteur de la production durable de viande;
 - l'accroissement de l'efficacité opérationnelle et de la rentabilité;
- Production de solides flux de trésorerie disponibles et réduction de l'endettement grâce à :
 - l'amélioration des marges et de la rentabilité globale, comme il est indiqué ci-dessus;
 - la génération du rendement cible du capital investi dans l'usine avicole de London et le Bacon Centre of Excellence, notamment en réduisant les coûts de démarrage, en maximisant l'efficacité et en intégrant de nouveaux clients;
 - une gestion rigoureuse du capital; les dépenses totales en immobilisations de cette année devraient se situer dans une fourchette de 120 à 140 millions de dollars, principalement consacrés aux investissements dans l'entretien et à l'optimisation du réseau existant.

Les Aliments Maple Leaf continuera également de faire progresser son ambitieux programme de développement durable, notamment en se positionnant comme chef de file du mouvement d'aliments vrais, en menant de front ses initiatives à l'égard du bien-être animal, en cherchant des solutions pour contrer l'insécurité alimentaire, en accroissant ses efforts pour réduire son empreinte environnementale et en continuant de produire des aliments sûrs dans un environnement sécuritaire.

Le 9 juillet 2024, Les Aliments Maple Leaf a annoncé son intention de se séparer en deux sociétés ouvertes indépendantes en procédant à la scission de ses activités du secteur du porc. La société s'attend à ce que cette transaction soit conclue en 2025.

Mesures financières non conformes aux IFRS

La société utilise les mesures non conformes aux IFRS suivantes : le résultat d'exploitation ajusté, le résultat ajusté par action, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice avant impôts ajusté, les capitaux de construction, la dette nette, la dette nette et le BAIIA ajusté des quatre derniers trimestres, les flux de trésorerie disponibles et le rendement de l'actif net. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile aux investisseurs pour évaluer le rendement financier de la société pour les raisons mentionnées ci-après. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée aux termes des IFRS et, par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures similaires présentées par d'autres sociétés ouvertes, et elles ne doivent pas être considérées comme des substituts d'autres mesures financières établies conformément aux IFRS.

Résultat d'exploitation ajusté, BAIIA ajusté, marge du BAIIA ajusté et bénéfice avant impôts ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et le bénéfice avant impôts ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS utilisées par la direction pour évaluer le résultat d'exploitation financier. Le résultat d'exploitation ajusté est défini comme le résultat avant les autres produits, l'impôt et les charges d'intérêt, ajusté pour tenir compte des éléments qui ne sont pas considérés comme représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise et des éléments pour lesquels l'incidence économique des opérations se reflétera dans le résultat des périodes futures lorsque l'actif sous-jacent sera vendu ou transféré. Le BAIIA ajusté est défini comme le résultat d'exploitation ajusté, majoré des amortissements des immobilisations incorporelles et ajusté pour des éléments inclus dans les autres charges qui sont tenus pour représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise. La marge du BAIIA ajusté est calculée en fonction du BAIIA ajusté divisé par les ventes. La société utilise le bénéfice avant impôts ajusté chaque année pour évaluer le rendement des activités d'exploitation courantes de la société, ainsi que sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins, ce qui comprend le programme d'investissement en capital de la société.

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat net avant impôts comme constaté aux termes des IFRS dans les états financiers consolidés intermédiaires avec le résultat d'exploitation ajusté, le BAIIA ajusté et le bénéfice après impôts ajusté pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, comme il est indiqué ci-dessous. La direction estime que ces mesures non conformes aux IFRS sont utiles pour évaluer le rendement des activités d'exploitation courantes de la société, ainsi que sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins, ce qui comprend le programme d'investissement en capital de la société.

	Trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
(en millions de dollars) ⁽ⁱ⁾ (non audité)	2024	2023	2024	2023
Bénéfice (perte) avant impôt	(32,5) \$	(63,7) \$	41,3 \$	(133,7) \$
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	43,6	37,6	85,7	69,2
Autres charges (produits)	(3,5)	2,6	(2,3)	6,9
Frais de restructuration et autres frais connexes	6,9	11,0	6,2	18,8
Bénéfice (perte) d'exploitation	14,5 \$	(12,6) \$	130,8 \$	(38,9) \$
Coûts de démarrage des capitaux de construction ⁽ⁱⁱ⁾	4,4	33,8	15,8	68,5
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	52,5	27,5	(16,7)	28,7
Perte latente et différée (profit latent et différé) sur les contrats de dérivés	6,8	(2,8)	1,1	6,8
Résultat d'exploitation ajusté	78,1 \$	45,9 \$	131,1 \$	65,2 \$
Amortissement ^(v)	63,7	59,7	128,6	117,4
Éléments inclus dans les autres produits (charges) qui sont tenus pour représentatifs des activités courantes ⁽ⁱⁱⁱ⁾	(0,9)	(2,5)	(2,4)	(4,1)
BAIIA ajusté	140,9 \$	103,1 \$	257,3 \$	178,4 \$
Marge du BAIIA ajusté^(iv)	11,2 %	8,1 %	10,7 %	7,3 %
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	(43,6)	(37,6)	(85,7)	(69,2)
Revenus d'intérêts	0,8	0,8	1,8	0,8
Amortissement	(63,7)	(59,7)	(128,6)	(117,4)
Bénéfice avant impôts ajusté	34,4 \$	6,7 \$	44,8 \$	(7,3) \$

(i) Les totaux ne sont pas nécessairement justes en raison de l'arrondissement.

(ii) Les coûts de démarrage sont des coûts temporaires découlant de l'exploitation de nouvelles installations qui sont ou étaient précédemment classées comme capitaux de construction. Ces coûts peuvent comprendre la formation, la mise à l'essai des produits, les écarts de rendement et d'efficacité de la main-d'œuvre, les frais généraux en double, y compris la charge d'amortissement, et d'autres charges temporaires nécessaires pour lancer la production.

(iii) Comprend principalement certains coûts liés aux projets durables, les gains et les pertes sur la dépréciation et la vente d'actifs à long terme, les règlements juridiques, les gains et pertes sur placement et d'autres charges diverses.

(iv) Les montants trimestriels pour 2023 ont été retraités afin d'éliminer les nouvelles ententes de vente conclues au cours de l'exercice qui contenaient une attente de rachat, montants qui ont été constatés précédemment à titre de ventes externes.

(v) La charge d'amortissement incluse dans les coûts de démarrage est exclue de cette ligne.

Résultat ajusté par action

Le résultat ajusté par action, qui est une mesure non conforme aux IFRS, est utilisé par la direction pour évaluer les résultats financiers d'exploitation. Il est défini comme le bénéfice de base par action et est ajusté de la même manière que le résultat d'exploitation ajusté. Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice de base par action présenté aux termes des IFRS dans les états financiers consolidés intermédiaires et le résultat ajusté par action pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre comme il est indiqué ci-après. La direction est d'avis qu'il s'agit de la mesure la plus appropriée pour évaluer les résultats financiers, étant donné qu'elle est représentative des activités courantes de la société.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
(\$ par action) (non audité)	2024	2023	2024	2023

Bénéfice (perte) de base par action	(0,21) \$	(0,44) \$	0,21 \$	(0,92) \$
Frais de restructuration et autres frais connexes ⁽ⁱ⁾	0,04	0,08	0,04	0,14
Éléments inclus dans les autres charges qui ne sont pas tenus pour représentatifs des activités courantes ⁽ⁱⁱ⁾	(0,03)	0,01	(0,02)	0,02
Coûts de démarrage des capitaux de construction ⁽ⁱⁱⁱ⁾	0,03	0,21	0,10	0,42
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	0,31	0,17	(0,12)	0,18
Variation de la juste valeur non réalisée et différée sur les dérivés	0,04	(0,02)	0,01	0,04
Résultat ajusté par action	0,18 \$	0,00 \$	0,22 \$	(0,12) \$

⁽ⁱ⁾ Comprend l'incidence par action des frais de restructuration et autres frais connexes, après impôt.

⁽ⁱⁱ⁾ Comprend principalement les frais et règlements juridiques, les gains ou pertes sur les immeubles de placement et les coûts de transaction, après impôt.

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Les coûts de démarrage sont des coûts temporaires découlant de l'exploitation de nouvelles installations qui sont ou ont été classées comme capitaux de construction. Ces coûts peuvent comprendre la formation, la mise à l'essai des produits, les écarts de rendement et d'efficacité de la main-d'œuvre, les frais généraux en double et d'autres charges temporaires nécessaires pour lancer la production, après impôts.

Capitaux de construction

Les capitaux de construction, une mesure non conforme aux IFRS, sont utilisés par la direction pour évaluer le montant des ressources en capital investies dans des projets de développement stratégique précis qui ne sont pas encore fonctionnels. Les capitaux de construction et les charges financières connexes sont représentés par les investissements de plus de 50,0 millions de dollars dans les projets qui sont liés aux initiatives stratégiques à long terme, et pour lesquels aucun rendement n'est attendu avant au moins 12 mois à partir du début de la construction et l'actif ne sera plus classé dans la catégorie des capitaux de construction après l'entrée en exploitation.

Le solde des capitaux de construction était nul au 31 décembre 2023, et il n'y a eu aucune activité en 2024. Les activités de capital de construction pour le semestre clos le 30 juin 2023 sont présentées dans le tableau ci-dessous.

(en milliers de dollars) (non audité)	2023
Immobilisations corporelles et incorporelles au 1^{er} janvier	2 663 985 \$
Autres immobilisations corporelles et incorporelles au 1 ^{er} janvier ⁽ⁱ⁾	2 654 419 \$
Capitaux de construction au 1^{er} janvier	9 566 \$
Ajouts	8 822 \$
Capitaux de construction au 31 mars	18 388 \$
Ajouts	18 896
Capitaux de construction au 30 juin⁽ⁱⁱⁱ⁾	37 284 \$
Autres immobilisations corporelles et incorporelles au 30 juin ⁽ⁱ⁾	2 598 055 \$
Immobilisations corporelles et incorporelles au 30 juin	2 635 339 \$
Financement par emprunt des capitaux de construction^{(iii)(iv)}	36 589 \$

⁽ⁱ⁾ Les autres immobilisations corporelles et incorporelles sont des immobilisations corporelles et incorporelles qui ne répondent pas à la définition de capital de construction.

⁽ⁱⁱ⁾ Au 30 juin 2023, la valeur comptable nette des capitaux de construction comprend 0,5 million de dollars liés aux actifs incorporels

⁽ⁱⁱⁱ⁾ 30 juin 2023 Ne comprend pas les 1 011,3 millions de dollars de capital qui ont été transférés, mais est toujours à l'étape du démarrage

^(iv) On suppose que ce montant est entièrement financé par emprunt dans la mesure où la Société a une dette nette en cours. Le financement par emprunt des capitaux de construction exclut les intérêts payés et capitalisés.

Dette nette

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette nette et du coefficient dette nette et la dette nette et le BAIIA ajusté des quatre derniers trimestres avec les montants présentés aux termes des IFRS dans les états financiers intermédiaires consolidés de la société au 30 juin, comme il est indiqué ci-après. La société établit la dette nette en prenant en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie, et en déduisant la dette à court et à long terme et la dette bancaire. La direction est d'avis que cette mesure est utile pour l'évaluation du montant de levier financier utilisé.

(en milliers de dollars) (non audité)	Au 30 juin	
	2024	2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	158 381 \$	156 859 \$
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	(300 371) \$	(398 394) \$
Dette à long terme	(1 581 093)	(1 565 822)
Total de la dette	\$ (1 881 464)	\$ (1 964 216)
Dette nette	\$ (1 723 083)	\$ (1 807 357)
BAIIA ajusté pour le semestre clos le	257 310 \$	178 430 \$
BAIIA ajusté⁽ⁱ⁾ des quatre derniers trimestres	506 468 \$	310 411 \$
Dette nette et BAIIA ajusté des quatre derniers trimestres	3,4	5,8

(i) Les quatre derniers trimestres comprennent le troisième trimestre de 2023, le quatrième trimestre de 2023, le premier trimestre de 2024 et le deuxième trimestre pour 2024; et le troisième trimestre de 2022, le quatrième trimestre de 2022, le premier trimestre de 2023 et le deuxième trimestre de 2023 pour 2023.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles, une mesure non conforme aux IFRS, sont utilisés par la direction pour évaluer la trésorerie après investissement dans l'entretien de la base d'actifs de la société. Ils correspondent aux flux de trésorerie d'exploitation, moins l'investissement dans l'entretien⁽ⁱ⁾ et les intérêts connexes payés et capitalisés. Le tableau suivant calcule les flux de trésorerie disponibles pour les périodes indiquées ci-dessous :

(en milliers de dollars) (non audité)	Trimestres clos les 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	45 496 \$	(57 004) \$	132 821 \$	(21 290) \$
Capital nécessaire à l'entretien ⁽ⁱ⁾	(18 250)	(19 070)	(31 686)	(42 178)
Intérêts payés et capitalisés liés au capital nécessaire à l'entretien	(220)	(252)	(483)	(486)
Flux de trésorerie disponibles	27 026 \$	(76 326) \$	100 652 \$	(63 954) \$

(i) L'investissement dans l'entretien est défini comme un investissement non discrétionnaire nécessaire pour maintenir les activités actuelles de la société et sa position concurrentielle. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, les dépenses en immobilisations totales de 16,3 millions de dollars et de 40,1 millions de dollars (55,9 millions de dollars et 105,1 millions de dollars en 2023) constatées dans les états consolidés des flux de trésorerie se composent de l'investissement dans l'entretien de 18,3 millions de dollars et de 31,7 millions de dollars (19,1 millions de dollars et 42,2 millions de dollars en 2023), et le capital de croissance qui était constitué d'entrées nettes de trésorerie de 2,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2024 en raison des subventions gouvernementales reçues au cours du deuxième trimestre et le capital de croissance pour le semestre clos le 30 juin 2024 était constitué de sorties nettes de 8,4 millions de dollars (36,8 millions de dollars et 62,9 millions de dollars en 2023). Le capital de croissance est défini comme les investissements discrétionnaires destinés à créer de la valeur pour les intervenants au moyen d'initiatives qui, par exemple, augmentent les marges, accroissent les capacités ou créent un avantage concurrentiel supplémentaire.

Rendement de l'actif net

Le rendement de l'actif net est calculé en divisant le résultat d'impôt sur le revenu d'exploitation (ajusté pour les éléments qui ne sont pas considérés comme représentatifs des opérations sous-jacentes de l'entreprise) par l'actif net mensuel moyen. L'actif net est défini comme le total de l'actif (à l'exclusion de la trésorerie et des actifs d'impôt différé) moins le passif ne portant pas intérêt (à l'exclusion des passifs d'impôt différé). La direction croit que le rendement de l'actif net est une base appropriée pour évaluer le rendement financier à long terme.

Énoncés prospectifs

Le présent document et les communications publiques, orales ou écrites, de la société contiennent souvent des « énoncés prospectifs », selon la définition qu'en donne la loi sur les valeurs mobilières applicable. Ces énoncés sont fondés sur les attentes actuelles, les estimations, les projections, les croyances, les jugements et les hypothèses fondés sur l'information disponible au moment où l'énoncé prospectif a été formulé et fait à la lumière de l'expérience de la société et de sa perception des tendances historiques. Ces énoncés comprennent, sans s'y limiter, des énoncés sur les objectifs de la société ainsi que des énoncés liés aux opinions, plans, cibles, buts, objectifs, attentes, anticipations, estimations et intentions de la société. Les énoncés prospectifs sont habituellement définis par des mots comme « anticiper », « poursuivre », « estimer », « s'attendre », « peut », « fera », « projeter », « devrait », « pourrait », « croire », « planifier », « avoir l'intention de », « concevoir », « cibler », « entreprendre », « voir », « indiquer », « maintenir », « explorer », « entraîner », « échéancier », « objectif », « stratégie », « probable », « potentiel », « perspectives », « viser », « proposer », « but », et des expressions similaires suggérant des événements futurs ou des performances futures. Ces énoncés ne constituent pas des garanties au sujet du rendement futur et concernent des hypothèses, des risques et des incertitudes difficiles à prévoir.

De par leur nature, ces énoncés comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats ou faits réels divergent substantiellement de ceux qui avaient été prévus. La société croit que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, mais que rien ne garantit qu'elles s'avéreront exactes. Le lecteur ne devrait pas se fier sans réserve à de tels énoncés prospectifs.

L'information prospective spécifique contenue dans le présent document peut comprendre, sans s'y limiter, des énoncés concernant ce qui suit :

- le calendrier, les approbations, la structure prévue, les avantages prévus, les risques et les incidences fiscales associés à la scission proposée des activités du secteur du porc annoncée le 9 juillet 2024 (la « scission »); le rendement financier futur prévu des entreprises à la suite de la scission, y compris la structure d'affaires après la séparation et la capacité de chaque entreprise de réaliser ses stratégies commerciales et de durabilité;
- les hypothèses sur le contexte économique notamment les répercussions des pressions inflationnistes sur le comportement des clients et des consommateurs, les chaînes d'approvisionnement, les conflits mondiaux et la dynamique concurrentielle;
- les flux de trésorerie futurs prévus et leur suffisance, les sources de capitaux à des taux attractifs, les obligations contractuelles futures, les options de financement futures, le renouvellement des facilités de crédit, la conformité à certaines clauses restrictives dans le cadre des facilités de crédit, et la disponibilité de capitaux pour financer les plans de croissance; les obligations d'exploitation et le versement de dividendes;
- le rendement futur, y compris les objectifs financiers futurs, les buts et les cibles, l'analyse de la croissance des catégories, les dépenses en immobilisations prévues et les dépenses prévues en matière de frais de vente et charges générales et administratives, la dynamique du marché mondial du porc, les perspectives de marge sur le marché d'exportation du Japon, les marchés du travail, les pressions inflationnistes (y compris la capacité d'établir un prix en fonction de l'inflation);
- la possible répétition d'un incident de cybersécurité sur les systèmes, les activités et les opérations de la société ou la possibilité qu'un tel incident se reproduise, ainsi que sa capacité d'atténuer les répercussions financières et opérationnelles de

- l'incident de cybersécurité, le succès des efforts de correction et de reprise, les répercussions de la violation des données, et les risques permanents associés à la cybersécurité;
- l'exécution de la stratégie commerciale de la société, y compris le développement et le calendrier prévu des initiatives commerciales, l'expansion et le repositionnement de la marque, l'investissement et le rendement dans la catégorie des protéines végétales, l'accès au marché en Chine et au Japon, les décisions d'affectation des capitaux (y compris l'investissement dans des rachats d'actions en vertu de l'OPRCNA) et l'investissement dans des opportunités de croissance potentielle et les rendements attendus qui y sont associés;
- l'incidence des conditions du commerce et des marchés internationaux sur les activités de la société, y compris l'accès aux marchés, les conflits mondiaux et d'autres facteurs sociaux, économiques et politiques qui ont une incidence sur le commerce;
- les répercussions associées à la propagation de maladies animales exotiques (comme la peste porcine africaine (PPA)) et d'autres maladies animales comme la grippe aviaire;
- les conditions concurrentielles et la capacité de la société de se positionner de façon concurrentielle sur les marchés où elle est en concurrence;
- les projets d'immobilisations, y compris la planification, la construction, les dépenses estimatives, les calendriers, les approbations, la capacité prévue, les dates de mise en service et les avantages prévus de la construction de nouvelles installations et de l'agrandissement des installations existantes;
- la politique de dividendes de la société, y compris les niveaux futurs et la viabilité des dividendes en espèces, le traitement fiscal de ces derniers et les dates futures de versement des dividendes;
- l'incidence des prix des produits de base et du taux de change sur les activités et le rendement financier de la société, y compris l'utilisation et l'efficacité des instruments de couverture;
- les risques opérationnels, y compris l'exécution, la surveillance et l'amélioration continue des programmes de salubrité des aliments, les initiatives en matière de santé des animaux et les initiatives de réduction des coûts de la société, et les ententes sur les niveaux de service (y compris les sanctions y étant liées);
- la mise en œuvre, le coût et l'incidence des initiatives de protection de l'environnement, la capacité de la société à atteindre ses objectifs relatifs au développement durable, les modifications apportées aux lois et règlements sur le climat et la durabilité, l'évolution des attentes des clients et des consommateurs en matière de durabilité; ainsi que le coût futur prévu des mesures d'assainissement liées aux passifs environnementaux;
- l'adoption de nouvelles normes comptables et son incidence sur la situation financière de la société;
- les attentes concernant le rendement des régimes de retraite, y compris l'actif, le passif et les cotisations futurs des régimes de retraite;
- les faits nouveaux et les répercussions des actions en justice réelles ou potentielles.

Divers facteurs ou hypothèses sont habituellement appliqués par la société pour tirer des conclusions ou pour établir les prévisions, les projections, les prédictions ou les estimations formulées dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs et hypothèses sont fondés sur les renseignements dont dispose actuellement la société, y compris les renseignements obtenus de sources tierces, et comprennent, sans s'y limiter :

- les attentes et les hypothèses concernant le moment et l'achèvement de la scission proposée des activités du secteur du porc annoncée le 9 juillet 2024;
- les attentes concernant les adaptations des opérations, de la chaîne d'approvisionnement, du comportement des clients et des consommateurs, des tendances économiques (y compris, sans s'y limiter, les marchés mondiaux du porc), les taux de change, la dynamique du commerce international et l'accès aux capitaux; y compris la présence ou l'absence possible de changements structurels associés à la reprise économique depuis la pandémie;
- l'environnement concurrentiel, les conditions connexes du marché et les mesures de la part de marché, la croissance ou la contraction d'une catégorie, le comportement attendu des concurrents et des clients et les tendances des préférences des consommateurs;
- le succès de la stratégie commerciale de la société et la relation entre l'établissement des prix, l'inflation, le volume et les ventes des produits de la société;
- les prix courants des produits de base (en particulier sur les marchés du porc et des aliments pour animaux), les taux d'intérêt, les taux d'imposition et les taux de change;
- les répercussions potentielles découlant de l'incident de cybersécurité, notamment les coûts des mesures de sécurité; la possibilité qu'un autre incident survienne dans l'avenir, les risques associés à la violation des données, la disponibilité de l'assurance, l'efficacité des activités de rétablissement et de prévention, les activités des tiers, les répercussions continues, les réponses des clients, des consommateurs et des fournisseurs et les considérations réglementaires;
- la situation économique et la dynamique sociopolitique entre le Canada, les États-Unis, le Japon et la Chine et la capacité de la société à accéder aux marchés et aux ingrédients sources et autres intrants à la lumière des perturbations sociopolitiques mondiales, ainsi que l'incidence des conflits mondiaux sur l'inflation, le commerce et les marchés;
- la propagation de maladies animales exotiques (y compris la PPA et la grippe aviaire), les stratégies de préparation pour gérer cette propagation et les répercussions sur tous les marchés des protéines;
- la disponibilité et l'accès aux capitaux pour financer les besoins futurs en immobilisations et les activités courantes;
- les attentes concernant la participation aux régimes de retraite de la société et leur financement;
- la disponibilité d'une couverture d'assurance pour gérer certaines expositions au risque de responsabilité;
- l'étendue des passifs et des recouvrements futurs liés aux revendications juridiques;
- les lois réglementaires, fiscales et environnementales en vigueur;
- les coûts d'exploitation et le rendement futurs, y compris la capacité de la société de réaliser des économies d'exploitation et de maintenir des volumes de ventes élevés, un roulement élevé des stocks et un roulement élevé des comptes débiteurs.

Les lecteurs sont prévenus que ces hypothèses pourraient se révéler erronées en tout ou en partie. Les résultats réels de la société peuvent différer sensiblement de ceux prévus dans tout énoncé prospectif.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats exprimés, implicites ou projetés dans les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, entre autres, les risques associés aux éléments suivants :

- la scission des activités du secteur du porc qui ne se déroule pas comme prévu (dans les délais prévus ou pas du tout), notamment en raison du non-respect des conditions de la transaction;
- la scission des activités du secteur du porc qui ne procure pas les avantages escomptés, y compris la capacité des entreprises séparées à réussir chacune en tant que société inscrite en bourse autonome;
- l'incidence imprévue de l'annonce et des retombées potentielles sur le cours des titres de la société ou sur son rendement financier; les résultats de la réalisation des plans d'affaires de chacune des entreprises séparées, la mesure selon laquelle les avantages sont réalisés ou non et le moment de réaliser ces avantages, y compris les incidences des résultats financiers de chaque entreprise;
- la présence ou l'absence d'adaptations ou de changements structurels survenus depuis la reprise économique après la pandémie qui peuvent avoir des répercussions sur l'exploitation et le rendement financier de la société, ainsi que les répercussions permanentes sur les tendances macro-socio-économiques;
- les tendances macroéconomiques, y compris l'inflation, le comportement des consommateurs, les indicateurs de récession, la disponibilité de la main-d'œuvre, la dynamique du marché du travail et les tendances du commerce international (y compris les marchés mondiaux du porc);
- les résultats de l'exécution des plans d'affaires de la société, la mesure dans laquelle les avantages sont réalisés ou non, et le moment où ces avantages sont réalisés, y compris les répercussions sur les flux de trésorerie;
- la concurrence, les conditions du marché et les activités des concurrents et des clients, y compris l'expansion ou la contraction de catégories clés; les pressions inflationnistes, la dynamique sur le marché du porc et les marges à l'exportation au Japon;
- la cybersécurité, la maintenance et l'exploitation des systèmes d'information, des processus et des données de la société, la récupération, le rétablissement et les répercussions à long terme de l'événement de cybersécurité, le risque d'événements de cybersécurité futurs, les actions de tiers, les risques de violation des données, l'efficacité du plan de continuité des activités et de son exécution, et la disponibilité de l'assurance;
- la santé du bétail, y compris l'incidence de pandémies potentielles;
- le commerce international et l'accès aux marchés et aux approvisionnements, ainsi que les dynamiques sociales, politiques et économiques, y compris les conflits à l'échelle mondiale;
- le rendement d'exploitation, y compris les niveaux d'exploitation de fabrication, les taux d'exécution des commandes et les pénalités;
- la disponibilité et l'accès au capital, et la conformité aux clauses restrictives des facilités de crédit;
- la décision à l'égard de tout remboursement de capital aux actionnaires;
- l'exécution de projets d'immobilisations et les investissements dans l'entretien;
- la salubrité des aliments, la responsabilité des consommateurs et les rappels de produits;
- le changement climatique, la réglementation sur le climat et le rendement de la société en matière de développement durable;
- la gestion stratégique des risques;
- les acquisitions et les cessions;
- les fluctuations des marchés de la dette et des actions;
- les fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change;
- les actifs et passifs des régimes de retraite;
- la nature cyclique du coût et de l'approvisionnement des porcs et la nature concurrentielle du marché du porc en général;
- l'efficacité des stratégies de couverture des produits de base et des taux d'intérêt;
- l'incidence des variations de la valeur de marché des actifs biologiques et des instruments de couverture;
- le système de gestion de l'approvisionnement pour la volaille au Canada;
- la disponibilité des ingrédients pour les protéines végétales;
- la propriété intellectuelle, y compris l'innovation de produits, le développement de produits, la stratégie de la marque et la protection des marques de commerce;
- la consolidation des opérations et l'accent mis sur les protéines;
- le recours à des fabricants à façon;
- la réputation;
- les conditions météorologiques;
- la conformité à la réglementation gouvernementale et l'adaptation aux changements législatifs;
- les réclamations juridiques réelles et envisagées;
- l'incidence des tendances et des changements dans les goûts des consommateurs et leurs habitudes d'achat;
- les règlements environnementaux et les passifs environnementaux éventuels entraînés par ceux-ci;
- la consolidation du commerce de détail;
- les questions d'emploi, y compris le respect des lois en vigueur dans le cadre du droit du travail dans de nombreux territoires de compétence, les risques liés à d'éventuels arrêts de travail en raison du non-renouvellement de conventions collectives, au recrutement et au maintien en poste de personnel qualifié et au fait de se fier au personnel clé et à la planification de la relève;
- le prix des produits;
- la gestion de la chaîne d'approvisionnement de la société;
- l'incidence des modifications apportées aux Normes internationales d'informations financières (« IFRS ») et à d'autres normes comptables que la société doit respecter à des fins de réglementation;
- d'autres facteurs décrits dans la rubrique intitulée « Facteurs de risque » présentée dans le rapport de gestion de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

La société tient à rappeler au lecteur que la liste des facteurs qui précède n'est pas exhaustive.

Les lecteurs sont également prévenus que certains des renseignements prospectifs, tels que les énoncés concernant les dépenses en immobilisations futures, l'augmentation de la marge du BAIIA ajusté et la capacité de la société à atteindre ses objectifs financiers ou à concrétiser ses prévisions, peuvent être considérés comme des perspectives financières aux fins de la législation sur les valeurs mobilières applicable. Ces perspectives financières sont présentées pour évaluer les bénéfices futurs potentiels et les utilisations futures prévues des flux de trésorerie, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les lecteurs ne doivent pas présumer que ces perspectives financières seront réalisées.

Des informations sur les facteurs de risques sont présentées de façon plus détaillée dans la rubrique intitulée « Facteurs de risque » que vous trouverez dans le rapport de gestion annuel de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, lequel est accessible sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca. Il y aurait lieu de se reporter à cette rubrique pour plus de précisions. D'autres renseignements concernant la société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

Tous les énoncés prospectifs contenus dans le présent document n'ont valeur qu'à la date des présentes. À moins que la loi ne l'impose, la société ne prend aucun engagement de mettre à jour publiquement ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la suite de l'obtention de nouveaux renseignements, de faits nouveaux ou autrement. Tous les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont expressément et entièrement sous réserve de la présente mise en garde.

Estimations de la direction sur la scission des activités dans le secteur du porc et les mesures non conformes aux IFRS connexes

Le tableau suivant présente les estimations préliminaires de la direction de certains renseignements financiers concernant la nouvelle entreprise de viande de porc et les activités qui seront conservées après la scission d'Aliments Maple Leaf. Ces estimations préliminaires n'ont pas été auditées ou examinées par un tiers, sont dérivées des rapports de gestion internes et reflètent les ventes, les coûts et l'allocation des charges, y compris en ce qui concerne les charges d'entreprise, ainsi que d'autres estimations et ajustements, qui sont de nature préliminaire et susceptibles d'être modifiées.

La direction est d'avis que ces estimations préliminaires sont utiles pour fournir une indication de la taille relative des entreprises au moment de la séparation. Tous ces chiffres devront être précisés avant la séparation, et tous les détails financiers seront présentés dans le prospectus et la circulaire d'information de la direction qui sera déposée relativement à la transaction.

Période de 12 mois close le 30 juin 2024.					
(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Nouvelle entreprise de viande de porc	Les Aliments Maple Leaf ⁽ⁱ⁾	Éliminations	Les Aliments Maple Leaf Inc. Consolidés	
Ventes	1 661 \$ ⁽ⁱⁱ⁾	3 562 \$ ⁽ⁱⁱⁱ⁾	(378) \$ ^(iv)	4 845 \$ ^(v)	
BAlIA ajusté	110 \$ ^(vi)	396 \$ ^(vii)	—	506 ^{(v), (viii)}	
Marge du BAlIA ajusté ^(ix)	6,6 %	11,1 %	—	10,5 %	
Estimation de l'incidence potentielle de la séparation ^(x)	2 \$ - (2)	(3) \$ - (7)			
BAlIA ajusté pro forma ^(xi)	~110\$	~390 \$			
Marge du BAlIA ajusté pro forma ^(xii)	~7 %	~11 %			
Estimation du marché potentiel incidence de la normalisation ^(xiii)	~80 \$-85				
BAlIA ajusté normalisé pro forma ^(xiv)	~190 \$				
Marge du BAlIA ajusté normalisé pro forma ^(xv)	~11 %				

Remarque :

- i. Désigne l'entreprise qui sera conservée par les Aliments Maple Leaf Inc. après la séparation
- ii. Représente l'estimation préliminaire des ventes de la direction (pour les Aliments Maple Leaf et des tiers externes) attribuables à l'entreprise qui sera transférée à la nouvelle société de viande de porc dans la séparation pour la période présentée.
- iii. Représente l'estimation préliminaire des ventes de la direction attribuables à l'entreprise qui sera conservée par les Aliments Maple Leaf après la séparation pour la période présentée.
- iv. Représente principalement l'estimation préliminaire des ventes de la direction de la nouvelle société de viande de porc attribuable à Aliments Maple Leaf pour la période présentée.
- v. Calculé en additionnant les résultats déclarés précédemment pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 aux résultats du semestre clos le 30 juin 2024 et en soustrayant les résultats du semestre clos le 30 juin 2023. Ces résultats sont présentés dans le rapport de gestion de la société déposé sur SEDAR et SEDAR+ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, le trimestre clos le 30 juin 2024 et le trimestre clos le 30 juin 2023.
- vi. Représente l'estimation préliminaire de la direction de la portion du BAlIA ajusté consolidé attribuable à la nouvelle société de viande de porc pour la période présentée. Comme il a été mentionné ci-dessus, cette estimation est sujette à changement et devrait être précisée avant la séparation.
- vii. Représente l'estimation préliminaire de la direction de la portion du BAlIA ajusté consolidé attribuable à Aliments Maple Leaf (au sens de la note (1) ci-dessus) pour la période présentée. Comme il a été mentionné ci-dessus, cette estimation est sujette à changement et devrait être précisée avant la séparation.
- viii. Pour une définition du BAlIA ajusté (consolidé) et un rapprochement du BAlIA ajusté (consolidé) pour les périodes décrites à la note (4) ci-dessus avec le résultat net consolidé pour ces périodes, voir le rapport de gestion de la société déposé sur SEDAR et SEDAR+ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, le trimestre clos le 30 juin 2024 et le trimestre clos le 30 juin 2023.
- ix. Défini comme le BAlIA ajusté divisé par les ventes. Cette mesure est sujette à changement et devrait être précisée avant la séparation de la même façon que les mesures à partir desquelles cette mesure est dérivée, comme il est indiqué ci-dessus.
- x. Représente l'estimation préliminaire de la direction de l'incidence potentielle sur le BAlIA ajusté de la nouvelle société de viande de porc et des Aliments Maple Leaf (au sens de la note (1) ci-dessus), respectivement, si la séparation avait eu lieu le 1^{er} juillet 2023. Concerne principalement l'estimation préliminaire de la direction (i) d'une diminution du BAlIA ajusté de la nouvelle société de viande de porc et d'une augmentation correspondante du BAlIA ajusté des Aliments Maple Leaf en raison de l'incidence prévue de l'entente d'approvisionnement et d'autres ententes contractuelles qui devraient être conclues relativement à la séparation, (ii) les coûts des sociétés ouvertes qui auraient été engagés par la nouvelle société de viande de porc, et (iii) une réaffectation de certains frais de vente et charges générales et administratives de la nouvelle société de viande de porc pour Aliments Maple Leaf. Comme il a été mentionné ci-dessus, cette estimation est sujette à changement et devrait être précisée avant la séparation.
- xi. Défini comme le BAlIA ajusté plus l'estimation préliminaire de la direction de l'incidence potentielle de la séparation décrite dans la note (10) ci-dessus et sous réserve des qualifications décrites dans la présente.
- xii. Défini comme le BAlIA ajusté pro forma, comme décrit dans la note (11) ci-dessus, divisé par les ventes. Cette mesure est sujette à changement et devrait être raffinée avant la séparation de la même façon que les mesures à partir desquelles cette mesure est dérivée, comme il est indiqué ci-dessus.
- xiii. Présenté à titre indicatif seulement, en fonction des estimations et des hypothèses de la direction, pour indiquer l'incidence potentielle sur le BAlIA ajusté pro forma si les conditions du marché au cours de la période présentée avaient reflété les conditions normales du marché, définies comme étant la moyenne des cinq années avant la pandémie (2015 à 2019) (« conditions normales du marché »). Les conditions réelles du marché au cours de la période présentée

étaient sensiblement différentes des conditions normales du marché, et rien ne garantit que le BAIIA ajusté pro forma réel aurait été touché de la façon indiquée si les conditions normales du marché avaient existé au cours de la période présentée, ou que les conditions réelles futures du marché refléteront les conditions normales du marché. Cette mesure ne vise pas à indiquer des résultats financiers potentiels pour une période future.

- xiv. Défini comme le BAIIA ajusté pro forma, comme décrit à la note (11) ci-dessus, plus l'estimation préliminaire de la direction de l'incidence potentielle si les conditions du marché au cours de la période présentée reflétaient les conditions normales du marché, sous réserve des qualifications décrites à la note (13) ci-dessus. Cette mesure est présentée à titre indicatif seulement et ne vise pas à indiquer des résultats financiers potentiels pour une période future.
- xv. Défini comme le BAIIA ajusté normalisé pro forma, comme décrit dans la note (14) ci-dessus, divisé par les ventes. Cette mesure est présentée à titre indicatif seulement et est fondée sur des estimations et des hypothèses de la direction. Cette mesure est sujette à changement et devrait être précisée avant la séparation de la même façon que les mesures à partir desquelles cette mesure est dérivée, comme il est indiqué ci-dessus. Les conditions réelles du marché au cours de la période présentée étaient sensiblement différentes des conditions normales du marché, et rien ne garantit que la marge du BAIIA ajusté pro forma réel aurait été touchée de la façon indiquée si les conditions normales du marché avaient existé au cours de la période présentée, ou que les conditions réelles futures du marché refléteront les conditions normales du marché. Cette mesure ne vise pas à indiquer des résultats financiers potentiels pour une période future.

Le BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté pro forma et le BAIIA ajusté normalisé pro forma, ainsi que les marges connexes, tels qu'ils sont présentés dans le tableau ci-dessus, sont des mesures non conformes aux IFRS et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS. Par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures similaires présentées par d'autres sociétés ouvertes, et elles ne doivent pas être considérées comme des substituts d'autres mesures financières établies conformément aux IFRS.

À propos des Aliments Maple Leaf Inc.

Les Aliments Maple Leaf est une entreprise de premier plan, fabricant des produits alimentaires de façon responsable sous des marques de premier plan comme Maple Leaf^{MD}, Maple Leaf Prime^{MD}, Maple Leaf Natural Selections^{MD}, Schneiders^{MD}, Schneiders^{MD} Country Naturals^{MD}, Mina^{MD}, Greenfield Natural Meat Co.^{MD}, Lightlife^{MD} et Field Roast^{MC}. La société emploie environ 13 500 personnes et exploite ses activités principalement au Canada, aux États-Unis et en Asie. Le siège social de la société est situé à Mississauga, en Ontario, et ses actions sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole MFI.

Bilans intermédiaires consolidés

(en milliers de dollars canadiens)
(non audité)

	Au 30 juin 2024	Au 30 juin 2023	Au 31 décembre 2023
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	158 381 \$	156 859 \$	203 363 \$
Comptes débiteurs	184 300	205 930	183 798
Billets à recevoir	44 886	48 159	33 220
Stocks	580 472	523 377	542 392
Actifs biologiques	124 688	111 796	114 917
Impôts recouvrables	62 761	69 521	88 896
Charges payées d'avance et autres actifs	35 203	36 786	44 865
Actifs détenus en vue de la vente	27 438	11 204	—
Total des actifs courants	1 218 129 \$	1 163 632 \$	1 211 451 \$
Immobilisations corporelles	2 186 520	2 285 314	2 251 710
Actifs au titre du droit d'utilisation	171 692	150 211	154 610
Placements	16 112	22 869	15 749
Immeubles de placement	34 744	5 289	57 144
Avantages du personnel	116 800	49 699	26 785
Autres actifs à long terme	22 271	9 601	22 336
Actif d'impôt différé	42 504	41 450	40 854
Goodwill	477 353	477 353	477 353
Immobilisations incorporelles	343 457	350 025	345 129
Total des actifs à long terme	3 411 453 \$	3 391 811 \$	3 391 670 \$
Total de l'actif	4 629 582 \$	4 555 443 \$	4 603 121 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Créditeurs et charges à payer	543 792 \$	528 481 \$	548 444 \$
Partie courante des provisions	9 673	23 837	9 846
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	300 371	398 394	400 735
Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins d'un an	40 544	37 749	38 031
Impôt sur le résultat à payer	2 351	1 600	2 382
Autres passifs courants	24 986	17 998	32 974
Total des passifs courants	921 717 \$	1 008 059 \$	1 032 412 \$
Dette à long terme	1 581 093	1 565 822	1 550 080
Obligations locatives	157 550	137 029	142 286
Avantages du personnel	60 796	64 251	64 196
Provisions	1 998	2 281	2 041

Autres passifs à long terme	1 167	928	1 124
Passif d'impôt différé	330 232	223 190	296 203
Total des passifs à long terme	2 132 836 \$	1 993 501 \$	2 055 930 \$
Total du passif	3 054 553 \$	3 001 560 \$	3 088 342 \$
Capitaux propres			
Capital social	886 876 \$	859 046 \$	873 477 \$
Résultats non distribués	640 589	671 870	597 429
Surplus d'apport	6 773	—	3 227
Cumul des autres éléments du résultat global	44 222	30 150	47 829
Actions de trésorerie	(3 431)	(7 183)	(7 183)
Total des capitaux propres	1 575 029 \$	1 553 883 \$	1 514 779 \$
Total des passifs et des capitaux propres	4 629 582 \$	4 555 443 \$	4 603 121 \$

États consolidés intermédiaires du résultat net

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données liées aux actions)
(non audité)

	Trimestres clos les 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2024	2023 ⁽ⁱ⁾	2024	2023 ⁽ⁱ⁾
Ventes	1 260 878 \$	1 265 841 \$	2 414 103 \$	2 436 908 \$
Coût des ventes	1 129 723	1 172 245	2 056 608	2 266 865
Profit brut	131 155 \$	93 595 \$	357 495 \$	170 042 \$
Frais de vente et charges générales et administratives	116 649	106 184	226 682	208 897
Bénéfice (perte) avant ce qui suit :	14 506 \$	(12 589) \$	130 813 \$	(38 855) \$
Frais de restructuration et autres frais connexes	6 893	11 026	6 168	18 775
Autres (produits) charges	(3 492)	2 579	(2 335)	6 874
Bénéfice (perte) avant intérêts et impôt sur le résultat	11 105 \$	(26 194) \$	126 980 \$	(64 504) \$
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	43 637	37 554	85 720	69 157
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	(32 532) \$	(63 748) \$	41 260 \$	(133 661) \$
(Recouvrement) charge d'impôt	(6 359)	(10 070)	15 882	(22 279)
Résultat net	(26 173) \$	(53 678) \$	25 378 \$	(111 382) \$

Bénéfice (perte) par action attribuable aux actionnaires ordinaires :

Bénéfice (perte) de base par action	(0,21) \$	(0,44) \$	0,21 \$	(0,92) \$
Bénéfice (perte) dilué par action	(0,21) \$	(0,44) \$	0,20 \$	(0,92) \$
Nombre moyen pondéré d'actions (en millions) :				
De base	122,9	121,5	122,7	121,5
Dilué	122,9	121,5	123,8	121,5

⁽ⁱ⁾ Les montants trimestriels pour 2023 ont été ajustés, voir la note 17 dans les états financiers intermédiaires consolidés condensés.

États intermédiaires consolidés des autres éléments du résultat global

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Trimestres clos les 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Résultat net	(26 173) \$	(53 678) \$	25 378 \$	(111 382) \$
Autres éléments du résultat global				
Gains et (pertes) actuariels qui ne seront pas reclassés dans le résultat net (après impôt de 22,5 millions de dollars et 24,7 millions de dollars; 8,9 millions de dollars et 9,6 millions de dollars en 2023)	65 346 \$	25 779 \$	71 951 \$	27 903 \$
Variation de l'excédent de réévaluation (après impôt de 0,0 million de dollars et de 1,7 million de dollars en 2023)	—	—	—	6 993
Total des éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net	65 346 \$	25 779 \$	71 951 \$	34 896 \$
Éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net :				
Variation de l'écart de conversion cumulé (après impôt de 0,0 million de dollars)	3 401	(8 686)	11 111	(9 119)

et de 0,0 million de dollars; 0,0 million de dollars
et 0,0 million de dollars en 2023)

Variation du change sur la dette à long terme
désigné comme couverture d'investissement net
(après impôt de 0,6 million de dollars et 1,8 million
de dollars; 1,2 million de dollars et 1,2 million
de dollars en 2023)

(3 226) 6 498 (9 838) 6 618

Variation des couvertures de flux de trésorerie
(après impôt de 0,5 million de dollars et 0,7 million
de dollars; 0,8 million de dollars et 1,8 million
de dollars en 2023)

(1 258) (782) (4 880) (3 889)

Total des éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net	(1 083) \$	(2 970) \$	(3 607) \$	(6 390) \$
Total des autres éléments du résultat global	64 263 \$	22 809 \$	68 344 \$	28 506 \$
Résultat global	38 090 \$	(30 869) \$	93 722 \$	(82 876) \$

États intermédiaires consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)	Cumul des autres éléments du résultat global								
	Capital social	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Ajustement pour écart de conversion ⁽ⁱ⁾	Profits et pertes latents sur les couvertures de flux de trésorerie ⁽ⁱ⁾	Profits latents sur la juste valeur des investissements ⁽ⁱ⁾	Excédent de réévaluation	Actions propres	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023	873 477 \$	597 429	3 227	8 625	4 416	(2 559)	37 347	(7 183)	1 514 779 \$
Non répartis	—	25 378	—	—	—	—	—	—	25 378
Autres éléments du résultat global ⁽ⁱⁱ⁾	—	71 951	—	1 273	(4 880)	—	—	—	68 344
Dividendes déclarés (0,44 \$ par action)	10 901	(54 169)	—	—	—	—	—	—	(43 268)
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	11 387	—	—	—	—	—	11 387
Impôt différé sur la rémunération fondée sur des actions	—	—	(425)	—	—	—	—	—	(425)
Exercice d'options sur actions	2 498	—	—	—	—	—	—	—	2 498
Règlement de la rémunération fondée sur des actions	—	—	(7 416)	—	—	—	—	3 752	(3 664)
Solde au 30 juin 2024	886 876 \$	640 589	6 773	9 898	(464)	(2 559)	37 347	(3 431)	1 575 029 \$

(en milliers de dollars canadiens)	Cumul des autres éléments du résultat global								
	Capital social	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Ajustement pour écart de conversion	Profits et pertes latents sur les couvertures de flux de trésorerie	Profits latents sur la juste valeur des investissements	Excédent de réévaluation	Actions propres	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2022	850 086 \$	809 616	—	10 972	12 885	2 945	2 745	(25 916)	1 663 333 \$
Globale	—	(111 382)	—	—	—	—	—	—	(111 382)
Autres éléments du résultat global ⁽ⁱⁱ⁾	—	27 903	—	(2 501)	(3 889)	—	6 993	—	28 506
Dividendes déclarés (0,42 \$ par action)	—	(51 252)	—	—	—	—	—	—	(51 252)
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	6 062	—	—	—	—	—	6 062
Impôt différé sur la rémunération fondée sur des actions	—	—	1 100	—	—	—	—	—	1 100
Exercice d'options sur actions	4 447	—	(1 363)	—	—	—	—	—	3 084
Actions rachetées	(4 498)	—	(11 595)	—	—	—	—	—	(16 093)
Actions vendues par la fiducie responsable des unités d'actions temporairement incessibles	—	—	—	—	—	—	—	9 841	9 841
Règlement de la rémunération fondée sur des actions	—	(3 015)	(15 192)	—	—	—	—	8 892	(9 315)
Variation de l'obligation au titre des actions rachetées	9 011	—	20 988	—	—	—	—	—	29 999
Solde au 30 juin 2023	859 046 \$	671 870	—	8 471	8 996	2 945	9 738	(7 183)	1 553 883 \$

⁽ⁱ⁾ Éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net.

⁽ⁱⁱ⁾ La variation des gains et pertes actuariels qui ne sera pas reclassée dans le résultat net et qui a été reclassée dans les résultats non distribués est incluse dans les autres éléments du résultat global.

États intermédiaires consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)
(non audité)

Trimestres clos les 30 juin Semestre clos le 30 juin
2024 2023 2024 2023

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS :

Activités d'exploitation

Résultat net	(26 173) \$	(53 678) \$	25 378 \$	(111 382) \$
Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie :				
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	52 488	27 547	(16 655)	28 674
Amortissement	64 446	66 371	130 299	133 796
Rémunération fondée sur des actions	6 089	4 050	11 387	6 062
Charge d'impôt différé (recouvrement)	(8 843)	(5 144)	11 093	(8 018)
Charge d'impôt (recouvrement)	2 484	(4 926)	4 789	(14 261)
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	43 637	37 554	85 720	69 157
(Profit) perte sur la vente d'actifs à long terme	(1 326)	741	(1 637)	975
Dépréciation d'immobilisations corporelles et des actifs au titre du droit d'utilisation	118	6 530	118	6 530
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés non désignés	2 991	(8 635)	(1 674)	(5 526)
Variation du passif au titre des régimes de retraite	2 169	(136)	3 236	331
Impôt sur le résultat remboursé (payé), montant net	18 764	3 143	21 746	1 366
Intérêts payés, après les intérêts capitalisés	(32 459)	(33 838)	(72 936)	(67 628)
Variation de la provision pour frais de restructuration et autres frais connexes	3 089	(13 545)	(171)	(19 551)
Variation de la marge des dérivés	(1 075)	8 454	1 241	(5 286)
Règlement en espèces des dérivés	(728)	(2 735)	(2 878)	8 274
Autre	2 229	(3 913)	5 322	(3 696)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(77 366)	(84 844)	(66 519)	(41 107)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	45 496 \$	(57 004) \$	132 821 \$	(21 290) \$
Activités d'investissement				
Entrées d'actifs à long terme	(16 318) \$	(55 869) \$	(40 131) \$	(105 121) \$
Intérêts payés et capitalisés	(219)	(757)	(574)	(1 238)
Produit de la vente d'actifs à long terme	2 631	206	3 496	270
Achat de placements	—	(100)	—	(100)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(13 906) \$	(56 520) \$	(37 209) \$	(106 189) \$
Activités de financement				
Dividendes versés	(21 607) \$	(25 693) \$	(43 268) \$	(51 252) \$
(Diminution) augmentation nette de la dette à long terme	(50 480)	219 554	(81 365)	268 354
Paiement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(7 891)	(7 462)	(16 337)	(17 380)
Exercice d'options sur actions	2 498	2 315	2 498	3 084
Rachat d'actions	—	(5 324)	—	(16 093)
Vente (achat) d'actions propres	—	9 841	—	9 841
Paiement des coûts de financement	(2 122)	(2 281)	(2 122)	(3 292)
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	(79 602) \$	190 950 \$	(140 594) \$	193 262 \$
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(48 012) \$	77 426 \$	(44 982) \$	65 783 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début de la période	206 393	79 433	203 363	91 076
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin de la période	158 381 \$	156 859 \$	158 381 \$	156 859 \$

SOURCE Maple Leaf Foods Inc.

Relations avec les investisseurs, investor.relations@mapleleaf.com; Personne-ressource, media.hotline@mapleleaf.com